L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 11 NOVEMBRE 1884. 58ème Année.

Dufour, Dennet & Cie., Propriétaires-Rédacteurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI 11 NOVEBRE 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les per tours.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Seule deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc., qui se soldent au pri réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Jas. P. Gutmann, à Carrollton, au coin des rues Green et Carrollton Avenue, une vacherie.

Par D. E. Morphy, au No 86 rue des Magasins, faïence anglaise et américaine.

Par Stern & Co., 35 rue de Chartres, grande vente de 1000 caisses bottes, souliers et bredequins.

Faïence anglaise et américaine ainsi que faïence jaune.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

L'œuvre de l'immigration.

Il faut croire que l'esprit de l'homme, en tous les pays du monde, même en Amérique, la patrie de toutes les nouveautés, est bien stationnaire, bien ennemi du mouvement et du progrès, pour qu'il soit presque toujours nécessaire de dépenser un temps énorme, de se livrer à des efforts inouïs, de verser des flots d'encre, pour lui faire adopter une réforme, même la plus indispensable, une amélioration, même la plus évidente. Y a-t-il jamais eu rien de plus clair que la nécessité absolue de peupler une contrée, à moitié déserte, pour l'enrichir? Ne sait-on pas qu'un sol, si fécond qu'il soit, n'a de valeur qu'autant qu'il rapporte, et que le plus grand propriétaire du monde mourrait de faim, au milieu de ses immenses étendues de terres, s'il n'y entretenait pas des milliers de bras pour les faire fructifier?

L'utilité des immigrations est une de ces questions qui ne se discutent pas; il semble qu'il suffise de la poser pour la faire adopter par tous. Elle devrait s'imposer d'autant plus facilement, en Louisiane, qu'on s'y trouvait entouré, à l'Ouest et au Nord, d'Etats qui se peuplaient rapidement et s'enrichissaient dans la proportion exacte de leur accroissement de population. Que d'années n'a-t-il pas fallu, cependant, à nos habitants, pour se couvertir à cette idée, pour les déterminer à attirer chez eux les immigrants!

Il y a bien des choses à faire parmi nous, mais, en dehors de la question des améliorations du Mississippi, qui échappe en peu à notre contrôle, elles se réduisent à deux principales, qui dépendent entièrement de nous: le développement de l'agriculture, le développement de l'industrie, et ces deux entreprises ne sont réalisables qu'à la condition de posséder une population nombreuse de travailleurs des champs et de travailleurs de fabriques. Si nous sommes un peu en arrière des autres Etats, sous ces deux rapports, c'est que nous n'avons pas su attirer à nous le nombre voulu de bras pour défricher nos campagnes et faire marcher les manufactures.

Nous saluons avec bonheur l'heureuse révolution qui s'est opérée en Louisiane depuis une ou deux années. Nos gros commerçants, nos grandes corporations, nos institutions de crédit, se sont mis à la tête du mouvement; ils ont constitué des organisations, en vue d'attirer les étrangers, d'aller les chercher jusque chez eux, au-delà de l'Atlantique, de faire loi, en un mot, ce qu'ont fait, avant nous, et avec tant de succès, le Texas, l'Ouest et le Far West.

Le gouvernement de l'Etat s'est mis aussi de la partie. Il y avait, depuis 1880, une loi qui créait un Bureau et un commissaire d'agriculture et d'immigration, mais elle était mort-née; le commissaire qu'elle établissait n'existait que de nom; il avait les mains liées, et se trouvait réduit à la plus complète impuissance. Notre Législature, dans sa dernière session, y a apporté de très-heureux amendements; elle a constitué un véritable bureau d'immigration, composé d'un commissaire nommé par le gouverneur, du Président de la Bourse au coton, du Président de la Bourse au sucre et du Président de l'Association maritime de la Nouvelle-Orléans; cette fois, au moins, elle a mis une certaine somme à la disposition de ceux qu'elle a chargé, de travailler à l'œuvre si importante. Ce chiffre n'est pas bien élevé, $10,000 en tout; quand on songe à la grandeur de l'entreprise, on peut même ajouter qu'il est mesquin. Après avoir défalqué le salaire du commissaire d'Etat et les frais intérieurs du bureau, il ne reste guère que la maigre somme de $6000, à consacrer à la propagande, à l'extérieur, et à l'entretien des agents. Il n'y a pas possibilité de faire de nombreuses recrues avec de si minimes ressources.

Mais il est bon que l'institution existe; il faut que l'on sache, au dehors que le gouvernement est à la tête du mouvement. Puis, le bureau forcé un centre d'action, autour duquel graviteront les autres organisations particulières; c'est le point de départ d'où l'on peut se lancer dans une entreprise plus grandiose—ce qui a lieu, en effet.

Voici les trois différentes sociétés que nous avions fondées, qui se réunissent, se fusionnent en une seule et constituent une grande et puissante association, sous le titre de Société d'Immigration du Sud et de l'Ouest. A la tête se trouve naturellement le Bureau d'Etat, avec son commissaire-président, M Harris, et ses deux membres, MM. T. J. Woodward et Charles C. Black, les deux Présidents de l'Association maritime et de la Bourse au Coton, de la Nouvelle-Orléans.

Un appel a été fait, dernièrement, par eux, à la Société d'Immigration de la Louisiane, au Comité d'immigration, aux Directeurs et membres influents de nos grandes corporations financières et commerciales, ainsi qu'à un grand nombre des notabilités de notre négoce. Tous ces éléments combinés vont former une puissante association, susceptible d'accomplir de grandes choses.

Assurément, nous devons de la reconnaissance à la Société d'Immigration qui, dès sa naissance, s'est montrée active, et a fait choix d'un excellent agent, qu'elle a envoyé immédiatement en Europe, mais réduit à ses seules forces, et aux ressources, nécessairement limitées, de l'association qui l'employait, M. Morrison ne pouvait, tout au plus, nous procurer que quelques dizaines ou centaines d'étrangers venus d'outre-atlantique. Si bien choisis qu'ils aient été, si bons travailleurs des champs qu'ils soient, que peuvent faire ces quelques émigrants disperses au milieu de nos vastes campagnes, de nos millions d'acres restés en friches? Dans de pareilles conditions, l'œuvre, commencée petitement, se serait traînée en longueur, et n'aurait abouti à aucun résultat important. Pour longtemps encore nos campagnes étaient condamnées à rester à moitié désertes.

A partir d'aujourd'hui, la situation est complètement changée. Déjà une charte a été présentée pour la nouvelle Association, et le titre de la Société adopté à l'unanimité. Dans quelques jours, la charte aura été rédigée par un comité composé des hommes les plus compétents de la Nouvelle-Orléans, de l'Etat; et, régulièrement constituée, l'Association pourra donner à son entreprise les vastes proportions dont elle a besoin pour arriver au succès. Le but, vraiment digne d'elle et du pays, pour lequel elle travaille, est de détourner vers le golfe, vers la Nouvelle-Orléans, le flot de l'immigration qui s'est obstiné, jusqu'à présent, à suivre la direction de New-York, de l'Ouest et du Far Ouest.

Il faut que notre ville devienne le port d'entrée de la masse des étrangers qui viennent chercher en Amérique, ainon une fortune rapide, au moins le bien-être et la vie large que leur refuse, on plutôt — pour nous servir d'une expression plus correcte, plus juste — que ne peut plus leur procurer le pays natal.

Pour obtenir ce résultat, il est absolument nécessaire que nous fondions ici une sorte de Castel Garden, un pied-à-terre, où les nouveaux débarqués pourront trouver un abri sûr, pour se reposer, reprendre haleine, s'orienter, et prendre, enfin, leur volée vers la région dont ils avaient fait choix, avant leur départ, ou dont ils feront choix en mettant le pied sur le sol louisianais. Il est bien certain qu'une bonne partie d'entr'eux resteront en Louisiane, où les terres sont si fertiles et à si bon marché, où le rendement du sol est double de celui de l'Ouest et du Far West.

Nous aspirons avec ardeur après le moment où il nous sera donné de voir notre vaste territoire convenablement peuplé, nos champs improductifs mis en culture, notre Etat jetant, chaque année, sur les différents marchés des deux Amériques, d'abondants produits qui lui rapporteront des millions et l'enrichiront.

A partir d'aujourd'hui, mais d'aujourd'hui seulement, nous pouvons dire que l'œuvre d'immigration qui avait misérablement échoué par suite de l'indifférence ou de la négligence des uns, du mauvais vouloir des autres, du manque d'organisation de la part de ceux qui, depuis longtemps, eussent dû prendre la tête du mouvement, est commencée, et les conditions naturelles dans lesquelles elle s'oeuvre sont si heureuses, qu'il est impossible qu'elle ne réussisse pas.

Plus que jamais la Presse louisianaise doit traiter la question, la remuer, la retourner dans tous les sens et ne l'abandonner, que quand elle aura été complètement résolue. Elle a beaucoup fait pour elle; il faut qu'elle fasse plus encore. Le succès, un peu tardif, mais, à cette heure, assuré, est un des plus beaux titres de notre journalisme à la reconnaissance publique.

La Courrier des Etats-Unis, du 7 novembre, sous le titre de "révolution pacifique:"

Il ne manque qu'une chose au changement qui vient de s'accomplir dans le gouvernement des Etats-Unis pour qu'il puisse s'appeler une révolution, c'est d'avoir été opéré par la violence. Le parti qui vient de succomber sous un soulèvement irrésistible de la volonté nationale se croyait aussi légitimement fondé à garder le pouvoir à perpétuité que s'il avait été un gouvernement de droit divin, et il était, en fait, aussi solidement ancré que s'il avait eu des racines séculaires dans la tradition antique. La seule différence, c'est qu'au lieu d'être fondé sur l'hérédité et sur les privilèges d'une caste nobiliaire, il s'appuyait, après un quart de siècle de règne, pendant lequel il était devenu aussi riche que corrompu, sur une aristocratie d'argent représentant des milliards de dollards, soutenue par une armée de cent mille fonctionnaires qui étaient de véritables soldats électoraux. Là était le grand danger de la République américaine, dont le principe même était vicié, car un gouvernement républicain qui ne peut plus se renouveler en dehors d'une certaine classe d'individus, se reportant par elle-même dans un cercle étroit à la circonférence duquel s'arrête le pouvoir populaire, n'est plus un gouvernement républicain. Or, ce cercle se rétrécissant de jour en jour et devenant de jour en jour plus impénétrable, grâce à la fortune et à l'influence croissante des occupants, dont la principale visée était de s'y fortifier contre toute intrusion, et même contre tout contrôle. L'avènement de M. Cleveland est, à ce titre, un triomphe d'autant plus sérieux que M. Cleveland en a lui-même précisé le sens dans un discours aussi remarquable par sa simplicité d'expression que par la profondeur de bon sens dont il est inspiré. Tout le caractère de l'homme et toute la pensée du réformateur est dans ce passage, que nous considérons comme la plus nette et la plus vraie plateforme démocratique:

Il ne faut point se tromper sur le sens du présent débat. L'objet de la lutte engagée est de renverser les barrières élevées entre le nombre peuple de la nation et l'administration de son gouvernement. La question à résoudre est de savoir si le peuple a le droit et le pouvoir de changer ses serviteurs, ou si, confiant dans la pensée qu'il a un gouvernement représentatif, il est tenu pratiquement en servage par ceux qui font de la politique un état, et trouvent dans les fonctions publiques une exploitation à leur profit. Ce gouvernement est fait pour le peuple; mais s'il est forcé de choisir les agents de l'administration de ses affaires parmi une classe qui se connaît et se connaît elle même, et si, en outre, une fois au pouvoir, peut, grâce à l'autorité qu'il s'attribue, s'y maintenir à perpétuité, alors c'est une mocquerie d'appeler un tel gouvernement le gouvernement du peuple.

Il était impossible de mieux définir le grand vice dont était entaché le gouvernement qui vient d'être renversé; à M. Cleveland restera l'honneur de l'avoir rendu visible par une formule aussi lumineuse, et sur lui reposera la responsabilité d'en déduire les conséquences.

Shakespeare a dit avec beaucoup de vérité:

"That which we call a rose
"By any other name would smell as sweet."

Le contraire est également vrai, et le fait que beaucoup de détestables parfums s'appellent "Eau de la Floride" ne leur communique pas la douce senteur de la véritable Eau de Floride de Murray & Lanman. Méfiez-vous des contrefaçons et exigez et ne vous faire livrer l'article authentique qui est devenu un élément essentiel à la toilette.

Un let complet de CARTE WANTAISE envoyé gratuitement aux personnes qui en font la demande. "Brown's Iron Bitters." S'adresser à BROWN CHEMICAL COMPANY, Baltimore, Maryland.

Parmi les projets de chemin de fer métropolitain, celui que vient de présenter M. Mazet, à Paris, se recommande au moins par son originalité. Plus de rails, de wagons, de ponts, de tunnels. Une série de poteaux ou colonnes en fonte séparées de 10 en 10 mètres sur lesquelles vient glisser un balcon sérien assez long pour s'appuyer toujours sur deux colonnes à la fois. Les poteaux seraient établis le long des arbres et porteraient des lanternes pour remplacer les becs de gaz qu'ils supprimeront. Le moteur, soit électrique, soit à vapeur sans fumée, à air comprimé, à acide carbonique..... est installé à bord, dans une chambre spéciale; on bien il est placé au loin dans une seine centrale; ce système de propulsion très compliqué comprend des effets d'aires, des dépôts de pression, etc., qui promettent un certain enchotement au voyageur, ce qui n'empêchera qu'il y a là une idée utile à faire valoir.

LOUISIANE.

Le Sugar Bowl and Farm Journal, Nouvelle-Orléans, du 8 novembre:

Nous n'avons pas encore de détails suffisants sur la récolte de sucre, mais nous avons lieu de croire qu'à quelques exceptions près, elle est satisfaisante. Dans la basse Louisiane, le long du fleuve, la moyenne est de 19 tonnes l'acre, plant et soucher, résultat auquel on ne s'attendait pas, mais le jus ne polarise pas aussi bien qu'ailleurs. Sur une des propriétés de M. Godchaux, on a obtenu 105 livres par tonne, premier sucre, ce qui équivaut à 140 livres pour toute la récolte.

Sur l'habitation Southdown, paroisse Ascension, appartenant aux frères Crossley, on a obtenu la meilleure récolte de l'année, le jus donnant 10 degrés Beaume.

Sur l'habitation Belle Alliance, appartenant à M. Kock, on a fait, jusqu'à date, 400,000 livres de sucre blanc.

Sur l'habitation Evan Hall, propriété des frères McCall, il a été tiré 500,000 livres de 300 acres, avec une récolte de 16 tonnes par acre; soit 100 la tonne.

MM. McCall et Legendre ont, de la propriété McManor, 150 acres, tiré 200,000 livres de sucre; ils ont fait de 15 à 17 tonnes de sucre par acre, chaque tonne donnant 100 livres.

Souvenir, propriété de M. Léon Godchaux, a donné 1500 livres l'acre. Il en est de même de l'habitation Pellico, à MM. Martin et Fujol.

Parlant le régulateur hydraulique de McDonald a fonctionné, à la satisfaction de ceux qui l'ont employé.

—Nous apprenons avec regret que les expériences que l'on devait faire de l'appareil de diffusion, d'après les intentions du gouvernement général, sur l'habitation Magnolia, propriété de M. Warmoth, paroisse Plaquemine, sont retardées. Il paraît que l'appareil n'a pas été terminé à temps